

## CÔTE D'IVOIRE

L'opposant Assalé Tiémoko inculpé et placé sous contrôle judiciaire après son audition

## LAC TCHAD

Boko Haram en déroute après des opérations militaires coordonnées menées par le Tchad, le Niger et le Nigéria

## DÉTENU EN AFRIQUE DU SUD

Kemi Seba dit craindre pour sa vie en cas d'extradition vers le Bénin

## BURKINA FASO

Les autorités suspendent l'exportation du bétail jusqu'à nouvel ordre

## RDC

Ebola refait surface dans l'Est du pays, déjà 65 morts et 240 cas suspects en Ituri

**CÔTE D'IVOIRE : CONGRÈS DU  
PPA-CI, DON MELLO  
DEFINITIVEMENT RADIÉ**

# Table des matières

## **03** EDITO

## **04** POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

## **15** ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui – croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

## **18** SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement – entre traditions, modernité et nouveaux récits.

# EDITO



**DR.  
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

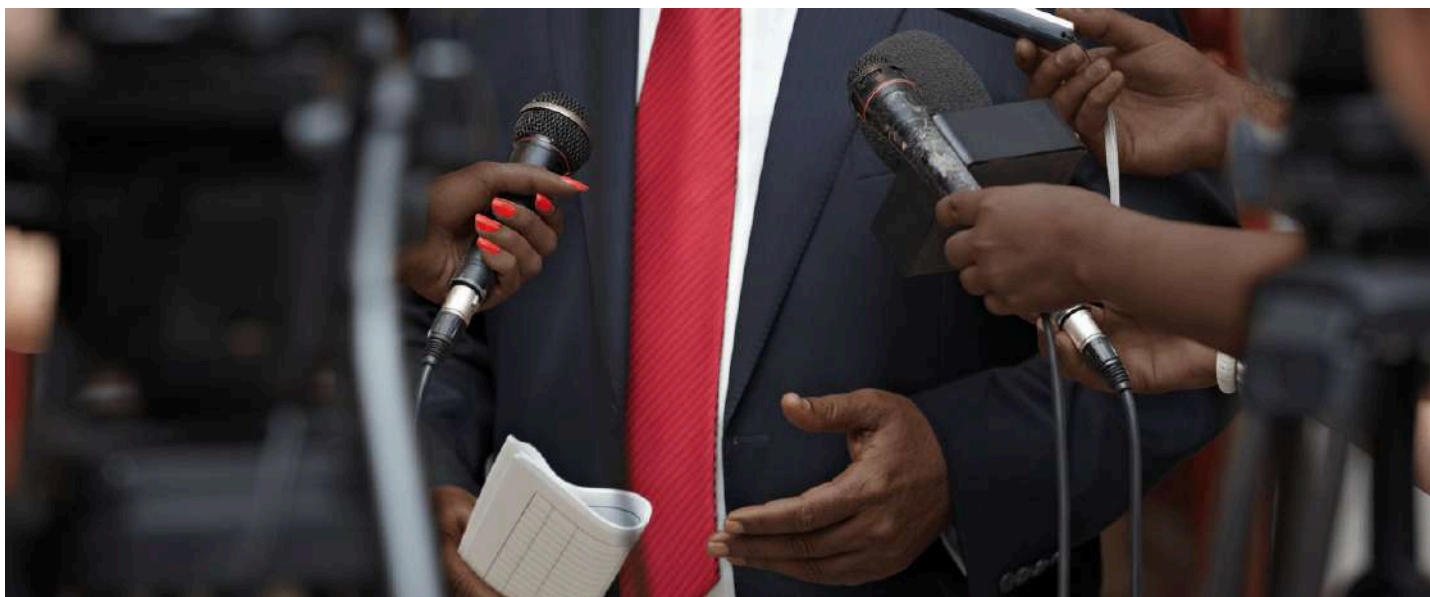
Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

*Emmanuel Mian*



## **01** SOMMET AFRICA FORWARD AU KENYA

À Nairobi, Emmanuel Macron prétend que le temps du «pré carré» français en Afrique est passé

## **02** CÔTE D'IVOIRE

L'opposant Assalé Tiémoko inculpé et placé sous contrôle judiciaire après son audition

## **03** LAC TCHAD

Boko Haram en déroute après des opérations militaires coordonnées menées par le Tchad, le Niger et le Nigéria

## **04** SOUPÇONS DE FINANCEMENT LIBYEN

Sept ans de prison requis en appel contre Nicolas Sarkozy

## **05** DÉTENU EN AFRIQUE DU SUD

Kemi Seba dit craindre pour sa vie en cas d'extradition vers le Bénin

## **06** CÔTE D'IVOIRE

Congrès du PPA-CI, Don Mello définitivement radié, plusieurs cadres sanctionnés, Laurent Gbagbo reconduit

# Côte d'Ivoire : Congrès du PPA-CI, Don Mello définitivement radié, plusieurs cadres sanctionnés, Laurent Gbagbo reconduit

Le premier congrès ordinaire du PPA-CI, tenu ce jeudi 14 mai 2026 au Palais de la Culture dans la commune de Treichville au sud d'Abidjan, a marqué un tournant majeur dans la vie interne du parti de Laurent Gbagbo. Entre démonstration de force, réorganisation politique et sanctions disciplinaires, cette grande messe politique a débouché sur des décisions lourdes de conséquences pour plusieurs cadres influents de la formation politique.

Au terme des travaux, les congressistes ont décidé de la radiation définitive de Ahoua Don Mello, de Fernand Ahilé ainsi que de Kanga Kouakou Antoine, maire de M'Batto. Une décision adoptée à une écrasante majorité par les militants présents au congrès.

Cette sanction traduit la volonté du parti de restaurer une discipline stricte et de mettre fin aux divergences internes qui secouaient le mouvement depuis plusieurs mois.

L'exclusion d'Ahoua Don Mello apparaît comme la décision la plus symbolique de ce congrès. Ancien ministre des Infrastructures économiques sous le régime Gbagbo et ex-vice-président exécutif du PPA-CI, Don Mello entretenait depuis plusieurs années des relations de plus en plus tendues avec la direction du parti. Ses prises de position politiques, jugées en décalage avec la ligne officielle du PPA-CI, ainsi que son attitude lors des dernières échéances électorales auraient accéléré sa mise à l'écart progressive.

Des observateurs estiment que cette rupture ne date pas d'aujourd'hui. Déjà lors de la création du PPA-CI en 2021, certaines réserves existaient au sein du premier cercle de Laurent Gbagbo concernant les orientations idéologiques et géopolitiques de Don Mello. Plusieurs sources proches du parti évoquaient notamment ses positions considérées comme trop éloignées de la stratégie politique définie par la direction.

Outre les radiations, le congrès a également infligé des sanctions disciplinaires à plusieurs autres responsables du parti. Stéphane Kipré et Georges Armand Ouégnin écopent d'une suspension de 18 mois de toutes activités liées au parti. De son côté, Blaise Lasm fait partie des militants suspendus pour une durée de 12 mois. Au total, plusieurs dizaines de cadres et militants sont concernés par ces mesures disciplinaires.

Ces sanctions seraient liées à des actes de défiance vis-à-vis des orientations officielles du parti, notamment concernant le boycott de certaines consultations électorales. La direction du PPA-CI reprocherait à plusieurs cadres d'avoir pris des initiatives contraires aux décisions arrêtées par les instances dirigeantes.

À travers ces décisions, le parti de Laurent Gbagbo semble vouloir envoyer un message clair : aucune indiscipline ni contestation durable de la ligne politique ne sera désormais tolérée. Cette volonté de resserrer les rangs intervient dans un contexte où le PPA-CI prépare activement les prochaines échéances politiques nationales.

Par ailleurs, les congressistes ont renouvelé leur confiance à Laurent Gbagbo, qui a été reconduit à la tête du parti. Une réélection qui confirme son statut de leader incontesté du PPA-CI et consolide son emprise sur l'appareil politique de la formation.

Ce premier congrès ordinaire du PPA-CI aura donc été celui des clarifications et des règlements internes. Entre exclusions, suspensions et réaffirmation de l'autorité de Laurent Gbagbo, le parti affiche désormais sa volonté de renforcer sa cohésion interne et de préparer l'avenir autour d'une ligne politique plus rigoureuse. Pour Ahoua Don Mello, cette radiation marque probablement la fin définitive de son aventure au sein du mouvement fondé par l'ancien président ivoirien.



# Sommet Africa Forward au Kenya : À Nairobi, Emmanuel Macron prétend que le temps du « pré carré » français en Afrique est passé



Présent à Nairobi au Kenya où se déroule le sommet Africa Forward, le président français Emmanuel Macron lors de son adresse, a déclaré que la France entend désormais repenser en profondeur sa relation avec le continent africain. Face à son homologue kényan William Ruto, le chef de l'État français a affirmé que le temps du « pré carré » français appartenait désormais au passé, estimant que cette logique avait pris fin dès son arrivée au pouvoir en 2017.

Après une étape en Égypte, où il avait inauguré le nouveau campus de l'Université Senghor de la Francophonie à Alexandrie, Emmanuel Macron a poursuivi sa tournée diplomatique au Kenya, pays devenu un partenaire stratégique pour Paris dans une Afrique anglophone en pleine montée en puissance.

Le choix de Nairobi pour accueillir ce rendez-vous continental n'a rien d'anodin. C'est en effet, la première fois qu'un tel sommet se tient dans un pays non francophone.

Dans un contexte marqué par la dégradation des relations entre Paris et plusieurs États du Sahel, notamment le Mali, le Burkina Faso et le Niger, qui ont successivement demandé le départ des forces françaises, la France cherche à diversifier ses alliances africaines. Le Kenya apparaît ainsi comme un acteur incontournable sur le plan diplomatique et économique.

Lors de leur conférence de presse commune, William Ruto a insisté sur la nécessité de bâtir une coopération fondée sur l'équilibre et les intérêts mutuels. Le président kényan a plaidé pour une nouvelle approche des relations avec l'Afrique, moins centrée sur l'aide traditionnelle et davantage tournée vers les investissements et la valorisation des richesses du continent. Selon lui, l'Afrique dispose d'atouts majeurs, notamment sa jeunesse, ses ressources énergétiques et son potentiel économique.

Pour Nairobi, ce rapprochement avec Paris s'inscrit aussi dans une stratégie d'ouverture internationale. Le Kenya multiplie les partenariats avec les grandes puissances mondiales, entretenant des liens aussi bien avec les États-Unis qu'avec la Chine, tout en cherchant à attirer davantage d'investissements étrangers. La France, qui se présente déjà comme le deuxième bailleur bilatéral du pays, entend renforcer encore sa présence économique dans la région.

Cette visite a également été marquée par la signature de plusieurs accords dans les domaines des infrastructures et de l'énergie. Les deux dirigeants ont par ailleurs affiché des positions communes sur certains grands dossiers internationaux, notamment la réforme de l'architecture financière mondiale afin de mieux répondre aux besoins des pays du Sud.

En marge de cette séquence africaine, Emmanuel Macron est revenu sur les relations entre la France et l'Algérie.

Le président français a exprimé sa volonté de renouer un dialogue « apaisé et constructif » avec Alger après de longs mois de tensions diplomatiques. Il a salué la récente visite de la ministre déléguée aux Armées, Alice Rufo, auprès du président algérien Abdelmadjid Tebboune, estimant qu'elle pouvait ouvrir une nouvelle phase de coopération entre les deux pays.

Le chef de l'État français a regretté les crispations politiques récentes, jugeant qu'elles avaient nui aussi bien à la France qu'à l'Algérie. Il a défendu une approche « pragmatique », capable d'apporter des réponses concrètes aux questions migratoires, sécuritaires, économiques et humanitaires.

Enfin, Emmanuel Macron a également clarifié la position française concernant les tensions dans le détroit d'Ormuz, dans le contexte du conflit opposant les États-Unis et Israël à l'Iran. Réagissant aux menaces formulées par Téhéran après l'annonce de mouvements militaires occidentaux dans la région, le président français a assuré que Paris n'avait jamais envisagé de déploiement offensif dans le détroit stratégique.

La France, a-t-il expliqué, privilégie une mission internationale de sécurisation maritime menée en coordination avec plusieurs partenaires, dont le Royaume-Uni, et destinée à garantir la liberté de navigation. Cette initiative vise notamment à permettre la reprise du trafic commercial dans une zone essentielle pour l'approvisionnement mondial en hydrocarbures, en nourriture et en engrais.



# Côte d'Ivoire : L'opposant Assalé Tiémoko inculpé et placé sous contrôle judiciaire après son audition



Le maire de Tiassalé, Assalé Tiémoko Antoine a été placé sous contrôle judiciaire ce vendredi 15 mai 2026, à l'issue de son audition au Palais de justice d'Abidjan-Plateau. Selon des informations rapportées par des proches de l'élu, cette décision a été prise en présence de son avocat devant la doyenne des juges d'instruction du 8e cabinet.

Le président du mouvement Aujourd'hui et Demain, la Côte d'Ivoire (ADCI) faisait l'objet d'une convocation dans le cadre d'une procédure judiciaire portant sur plusieurs chefs d'accusation. Des sources judiciaires indiquent qu'il a été inculpé pour « diffusion de fausses nouvelles », « trouble à l'ordre public » ainsi que pour « émission d'expressions outrageantes ».

À l'issue de cette audience, Assalé Tiémoko a été autorisé à regagner son domicile. Toutefois, il demeure soumis à des mesures restrictives dans le cadre du contrôle judiciaire décidé par les autorités compétentes.

Cette affaire suscite déjà de nombreuses réactions dans les milieux politiques et au sein de l'opinion publique, alors que l'élu de Tiassalé est connu pour ses prises de position régulières sur plusieurs dossiers d'intérêt national.

Notons que quelques jours avant cette audition, les autorités ivoiriennes lui avaient brandi une décision de justice l'interdisant de sortir du pays.

# Lac Tchad : Boko Haram en déroute après des opérations militaires coordonnées menées par le Tchad, le Niger et le Nigéria

Dans le bassin du lac Tchad, la pression militaire exercée ces derniers jours par les armées du Tchad, du Nigeria et du Niger semble avoir profondément bouleversé les positions de Boko Haram. Sous l'effet de frappes aériennes ciblées et d'offensives terrestres coordonnées, plusieurs combattants jihadistes ont abandonné leurs bases installées sur des îles isolées de cette vaste zone marécageuse devenue, depuis des années, un refuge stratégique pour les groupes armés.

Selon des sources locales et sécuritaires, les opérations ont débuté vendredi avec une intensification des bombardements menés principalement par l'armée tchadienne. Des positions situées sur les îles de Dogon Chukwu, Kangarwa et Gashakar auraient été visées. Face à cette offensive, de nombreux membres de Boko Haram auraient fui à bord de petites embarcations, emmenant avec eux leurs familles et une partie de leur logistique.

Parallèlement aux frappes aériennes, des combats au sol ont été signalés sur l'île de Kaukeri, considérée comme l'un des bastions majeurs du mouvement jihadiste dans la région. Les affrontements auraient opposé des soldats tchadiens à des combattants retranchés sur place, dans une tentative de reprendre le contrôle de cette zone stratégique du lac.

Mais ces opérations n'ont pas épargné les populations civiles. Plusieurs pêcheurs nigériens présents sur certaines îles sous domination jihadiste auraient été touchés par les bombardements. Des témoins évoquent un lourd bilan humain parmi ces travailleurs qui, malgré l'insécurité persistante, continuent d'exercer leurs activités dans des secteurs contrôlés par Boko Haram. Dans ces zones, les groupes armés imposent souvent des taxes aux pêcheurs et aux habitants en échange du droit de circuler ou d'exploiter les ressources locales.

Des images relayées depuis la ville nigérienne de Bosso montrent d'ailleurs plusieurs blessés recevant des soins médicaux dans un hôpital local, illustrant l'impact des combats sur les populations vivant autour du lac.

Cette vaste opération militaire intervient dans un contexte particulièrement tendu pour le Tchad. Ces dernières semaines, l'armée tchadienne a subi plusieurs attaques meurtrières attribuées aux groupes jihadistes actifs dans la région. Une embuscade ayant coûté la vie à deux généraux a conduit les autorités à décréter trois jours de deuil national. Peu auparavant, une autre attaque contre une base militaire proche du lac Tchad avait déjà causé la mort d'au moins vingt-quatre soldats.

Face à cette montée des violences, les pays riverains du lac Tchad cherchent à renforcer leur coopération sécuritaire. D'après une source du renseignement nigérian, les frappes aériennes actuellement en cours sont menées de façon coordonnée entre le Tchad, le Nigeria et le Niger, chaque pays ayant mobilisé des avions de combat pour appuyer les opérations.

Depuis plus d'une décennie, la région du lac Tchad demeure l'un des principaux foyers d'instabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Les violences perpétrées par Boko Haram ainsi que par le groupe rival Islamic State West Africa Province ont provoqué des milliers de morts et forcé des millions de personnes à quitter leurs foyers. Malgré les nombreuses offensives militaires menées au fil des années, les groupes jihadistes continuent de profiter de la géographie complexe du lac et de la fragilité des frontières pour maintenir leur présence et mener des attaques dans plusieurs pays de la région.



# Soupçons de financement libyen : Sept ans de prison requis en appel contre Nicolas Sarkozy

Dans le procès en appel portant sur les soupçons de financement libyen de la campagne présidentielle de 2007, le parquet général français a demandé, ce mercredi 13 mai à Paris, une peine de sept ans de prison contre l'ancien président français Nicolas Sarkozy.

Cette réquisition intervient plusieurs mois après sa condamnation en première instance à cinq ans d'emprisonnement ferme.

Au cœur de cette affaire judiciaire figurent des accusations de financement illégal de campagne électorale, de corruption et d'association de malfaiteurs.

Les magistrats reprochent à l'ex-chef de l'État d'avoir laissé certains de ses proches collaborateurs engager des démarches auprès du régime libyen de l'époque afin d'obtenir un soutien financier destiné à sa conquête de l'Élysée en 2007.

Lors du premier procès, le tribunal avait estimé que les éléments du dossier révélaient l'existence d'un système organisé visant à rechercher des fonds occultes en provenance de la Libye. La justice avait alors prononcé une peine de cinq ans de prison ferme contre Nicolas Sarkozy, une décision que l'ancien président conteste fermement en appel.

Le parquet général, de son côté, considère que la gravité des faits justifie une sanction plus lourde. En requérant sept ans d'emprisonnement, l'accusation entend souligner l'ampleur des soupçons qui pèsent sur cette affaire devenue l'un des dossiers politico-judiciaires les plus sensibles de ces dernières années en France.

Depuis l'ouverture de cette procédure, Nicolas Sarkozy n'a cessé de clamer son innocence, dénonçant des accusations qu'il juge infondées. Le procès en appel doit permettre à la cour de réexaminer l'ensemble des éléments et des témoignages avant de rendre sa décision dans les prochains mois.



# Détenu en Afrique du Sud : Kemi Seba dit craindre pour sa vie en cas d'extradition vers le Bénin

L'activiste panafricaniste Kemi Seba reste au cœur d'une affaire judiciaire sensible en Afrique australe. Arrêté en Afrique du Sud pour irrégularité de séjour liée à un dépassement de visa, il a comparu ce lundi devant un tribunal de Pretoria où il a plaidé sa remise en liberté provisoire tout en affirmant craindre pour sa sécurité en cas de retour au Bénin.

Face aux juges sud-africains, le militant de 44 ans a soutenu qu'il était exposé à des persécutions politiques dans son pays d'origine. Dans une déclaration transmise par son avocat, il a assuré que les autorités béninoises représentaient une menace directe pour sa vie. Selon lui, un éventuel rapatriement pourrait avoir de graves conséquences dans le contexte politique actuel.

Cette affaire intervient plusieurs mois après la tentative de coup d'État déjouée au Bénin en décembre dernier. Peu après ces événements, les autorités béninoises avaient lancé un mandat d'arrêt international contre celui qui dirige l'organisation "Urgences panafricanistes". Le militant, connu pour ses prises de position virulentes contre la présence française en Afrique et contre certains dirigeants africains jugés proches de Paris, avait alors publiquement évoqué une "libération" du Bénin, des propos qui avaient suscité une vive polémique.

Depuis mai 2024, Kemi Seba affirme ne plus avoir remis les pieds au Bénin. Entre-temps, il a entrepris des démarches pour obtenir l'asile politique en Afrique du Sud. Sa demande, officiellement enregistrée à la fin du mois d'avril, repose notamment sur l'argument selon lequel son dossier devrait être traité sous l'angle de la protection des réfugiés plutôt que comme une simple affaire d'immigration.

Au cours de l'audience, il a également été indiqué qu'en cas de remise en liberté, l'ambassade du Niger en Afrique du Sud serait disposée à l'accueillir temporairement. L'activiste dispose en effet, d'un passeport diplomatique nigérien accordé par les autorités militaires actuellement au pouvoir à Niamey depuis le coup d'État de 2023.

L'affaire prend ainsi une dimension géopolitique particulière, sur fond de tensions régionales et de recomposition des alliances en Afrique de l'Ouest. Le Niger, engagé dans une ligne politique fortement critique à l'égard des puissances occidentales, entretient par ailleurs, des relations étroites avec la Russie, un positionnement dont Kemi Seba s'est lui-même souvent rapproché dans ses discours publics.

À l'issue de l'audience, le tribunal de Pretoria a décidé de reporter l'examen du dossier au 19 mai prochain. D'ici cette nouvelle comparution, Kemi Seba, son fils âgé de 18 ans ainsi qu'un responsable d'un mouvement identitaire afrikaner interpellé dans la même affaire, demeurent maintenus en détention.





**01 BURKINA FASO**  
Les autorités suspendent l'exportation  
du bétail jusqu'à nouvel ordre

**02 GHANA**  
Accra évacue 300 de ses  
ressortissants d'Afrique du Sud face à  
la montée des tensions xénophobes

# Burkina Faso : Les autorités suspendent l'exportation du bétail jusqu'à nouvel ordre

Le Burkina Faso suspend l'exportation du bétail jusqu'à nouvel ordre, afin de préserver l'approvisionnement du marché national. La décision a été officialisée à travers un communiqué interministériel signé conjointement par les ministres en charge du Commerce, de l'Agriculture et de l'Économie.

Selon les autorités burkinabè, cette mesure vise principalement à garantir la disponibilité du bétail sur le territoire national, dans un contexte marqué par des enjeux liés à l'approvisionnement et à la stabilité des marchés locaux.

Le communiqué précise qu'à compter de sa date de signature, la délivrance des Autorisations spéciales d'exportation (ASE) du bétail est suspendue sur toute l'étendue du territoire. Cette décision concerne l'ensemble des opérations d'exportation de bétail vers les marchés étrangers.

Toutefois, le gouvernement prévoit une période transitoire pour les opérateurs déjà engagés dans des procédures d'exportation.

Les exportateurs disposant d'ASE encore valides bénéficient ainsi d'un délai d'une semaine pour finaliser les formalités déjà entamées et achever les opérations en cours.

À travers cette suspension, les autorités entendent renforcer l'offre sur le marché intérieur et prévenir d'éventuelles tensions sur les prix du bétail et des produits dérivés. Cette mesure pourrait également avoir des répercussions sur les échanges commerciaux sous-régionaux, le Burkina Faso étant un acteur important du commerce de bétail en Afrique de l'Ouest.

Le gouvernement n'a pour l'instant indiqué aucune date de levée de cette suspension, précisant qu'elle reste en vigueur jusqu'à nouvel ordre.



# Ghana : Accra évacuée 300 de ses ressortissants d'Afrique du Sud face à la montée des tensions xénophobes



Le Burkina Faso suspend l'exportation du bétail jusqu'à nouvel ordre, afin de préserver l'approvisionnement du marché national. La décision a été officialisée à travers un communiqué interministériel signé conjointement par les ministres en charge du Commerce, de l'Agriculture et de l'Économie.

Selon les autorités burkinabè, cette mesure vise principalement à garantir la disponibilité du bétail sur le territoire national, dans un contexte marqué par des enjeux liés à l'approvisionnement et à la stabilité des marchés locaux.

Le communiqué précise qu'à compter de sa date de signature, la délivrance des Autorisations spéciales d'exportation (ASE) du bétail est suspendue sur toute l'étendue du territoire. Cette décision concerne l'ensemble des opérations d'exportation de bétail vers les marchés étrangers.

Toutefois, le gouvernement prévoit une période transitoire pour les opérateurs déjà engagés dans des procédures d'exportation. Les exportateurs disposant d'ASE encore valides bénéficient ainsi d'un délai d'une semaine pour finaliser les formalités déjà entamées et achever les opérations en cours.

À travers cette suspension, les autorités entendent renforcer l'offre sur le marché intérieur et prévenir d'éventuelles tensions sur les prix du bétail et des produits dérivés. Cette mesure pourrait également avoir des répercussions sur les échanges commerciaux sous-régionaux, le Burkina Faso étant un acteur important du commerce de bétail en Afrique de l'Ouest.

Le gouvernement n'a pour l'instant indiqué aucune date de levée de cette suspension, précisant qu'elle reste en vigueur jusqu'à nouvel ordre.



**01 RDC**  
Ebola refait surface dans l'Est du pays, déjà 65 morts et 240 cas suspects en Ituri

**02 NIGERIA – TCHAD :**  
L'ONU s'indigne des bavures militaires ayant fait plus de 100 civils tués et réclame une enquête pour situer les responsabilités

**03 LAC TCHAD**  
Offensive de l'armée contre Boko Haram, au moins 40 pêcheurs nigériens introuvables

**04 NIGERIA**  
Au moins 72 civils tués après une frappe aérienne de l'armée sur un marché de Zamfara

**05 GHANA**  
Accra évacue 300 de ses ressortissants d'Afrique du Sud face à la montée des tensions xénophobes

**05 FOOTBALL/ PRIX MARC-VIVIEN FOÉ**  
Le Malien Mamadou Sangaré sacré meilleur joueur africain de ligue 1

# RDC : EBOLA REFAIT SURFACE DANS L'EST DU PAYS, DÉJÀ 65 MORTS ET 240 CAS SUSPECTS EN ITURI

La République démocratique du Congo (RDC) fait une nouvelle fois face à une menace sanitaire majeure. Une épidémie d'Ebola vient d'être signalée dans la province de l'Ituri, dans l'est du pays, selon le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC). Cette résurgence du virus intervient dans une région déjà fragilisée par l'insécurité et les déplacements de populations, compliquant considérablement les efforts de riposte.

D'après les premières informations communiquées par l'institution sanitaire africaine, plus de 240 cas suspects ont été recensés dans plusieurs localités de l'Ituri, tandis qu'au moins 65 décès ont déjà été enregistrés. Les autorités sanitaires ont envoyé une vingtaine d'échantillons à l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) à Kinshasa pour analyses. Treize d'entre eux se sont révélés positifs au virus Ebola.

Les foyers les plus touchés se situent dans les zones de santé de Mongwalu et de Rwampara, à proximité des territoires de Djugu et d'Irumu. Cette partie orientale du pays partage des frontières avec l'Ouganda et le Soudan du Sud, deux États régulièrement exposés aux risques d'épidémies liées aux fièvres hémorragiques virales, notamment Ebola et le virus Marburg.

Les premiers cas mortels remonteraient au mois d'avril. Selon des rapports sanitaires provinciaux, une hausse inhabituelle des décès associés à des symptômes de fièvre hémorragique avait déjà été observée dans la région avant que l'alerte ne soit officiellement lancée. La mortalité aurait continué à progresser durant le mois de mai, poussant les équipes médicales à intensifier les investigations.

À ce stade, les spécialistes ne connaissent pas encore avec précision la souche exacte du virus responsable de cette nouvelle flambée.

Toutefois, les analyses préliminaires indiquent qu'il ne s'agirait pas de la souche Zaïre, impliquée dans une précédente épidémie enregistrée l'an dernier dans le Kasai.

La situation sécuritaire en Ituri constitue un défi majeur pour les autorités sanitaires. Cette province est régulièrement secouée par des violences armées qui limitent l'accès de certaines zones aux équipes médicales et humanitaires. Le déploiement des dispositifs de surveillance, d'isolement et de vaccination pourrait donc être ralenti par l'instabilité persistante sur le terrain.

Face au risque de propagation transfrontalière, l'Africa CDC a annoncé la tenue d'une réunion d'urgence avec les autorités congolaises, ougandaises et sud-soudanaises afin de coordonner la réponse régionale. Un point de presse devait également être organisé à Addis-Abeba pour détailler l'évolution de la situation et les mesures envisagées.

Le virus Ebola se transmet par contact direct avec les fluides corporels d'une personne infectée. Les symptômes les plus fréquents incluent une forte fièvre, des vomissements, des diarrhées, des douleurs musculaires ainsi que des saignements dans les formes graves. La période d'incubation varie généralement entre deux et vingt-et-un jours, et les malades ne deviennent contagieux qu'après l'apparition des premiers symptômes.

Cette nouvelle flambée rappelle la vulnérabilité persistante de certaines régions d'Afrique centrale face aux épidémies, dans un contexte où les systèmes de santé restent fragiles et souvent confrontés à des crises sécuritaires simultanées.



# NIGERIA – TCHAD : L'ONU S'INDIGNE DES BAVURES MILITAIRES AYANT FAIT PLUS DE 100 CIVILS TUÉS ET RÉCLAME UNE ENQUÊTE POUR SITUER LES RESPONSABILITÉS



L'Organisation des Nations unies a exprimé sa profonde inquiétude après de nouvelles bavures militaires survenues dans le nord du Nigeria, où des frappes attribuées aux armées nigériane et tchadienne auraient provoqué la mort de nombreux civils. Face à l'ampleur du drame, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a appelé ce mercredi 13 mai à l'ouverture d'enquêtes indépendantes, impartiales et approfondies afin de faire toute la lumière sur ces événements tragiques.

Dans l'État de Zamfara, au nord-ouest du Nigeria, un bombardement ayant visé un marché local le dimanche 10 mai a causé un lourd bilan humain. Selon des responsables communautaires, au moins 72 personnes ont perdu la vie. De son côté, Amnesty International Nigeria avance un chiffre encore plus alarmant, évoquant la mort d'au moins 100 civils ainsi que plusieurs blessés.

Volker Türk s'est dit profondément choqué par ces informations faisant état de victimes civiles massives. Il a rappelé que les populations civiles et leurs biens ne doivent en aucun cas être pris pour cible lors d'opérations militaires, conformément au droit international humanitaire.

Le responsable onusien a également réagi aux frappes menées depuis plusieurs jours par l'armée tchadienne contre des positions présumées de Boko Haram situées sur des îles du lac Tchad, dans la région nord-est du Nigeria. Là encore, des informations font état d'un nombre important de victimes civiles, suscitant l'inquiétude de la communauté internationale.

L'ONU exhorte désormais les autorités nigérianes et tchadiennes à identifier les responsabilités et à sanctionner toute violation éventuelle des droits humains. Volker Türk a insisté sur la nécessité pour les forces armées des deux pays de redoubler de vigilance lors de leurs opérations afin d'éviter de nouvelles pertes parmi les populations civiles déjà durement affectées par l'insécurité et les violences armées.

# LAC TCHAD : OFFENSIVE DE L'ARMÉE CONTRE BOKO HARAM, AU MOINS 40 PÊCHEURS NIGÉRIENS INTROUVABLES

Au cœur du lac Tchad, une nouvelle opération militaire menée par l'armée tchadienne contre les groupes jihadistes suscite une vive inquiétude après la disparition présumée de dizaines de pêcheurs nigériens. Selon plusieurs témoignages recueillis sur place, ces civils auraient été pris dans des frappes aériennes visant des positions de Boko Haram sur certaines îles du bassin du lac.

Depuis vendredi, l'aviation tchadienne mène des bombardements contre des zones contrôlées par les combattants jihadistes, près des frontières du Nigeria, du Niger et du Tchad. Ces frappes seraient intervenues en représailles à une récente attaque attribuée à Boko Haram contre des soldats tchadiens.

Parmi les zones ciblées figure l'île de Shuwa, considérée comme un repaire stratégique du groupe armé mais aussi comme un important site de pêche fréquenté par des pêcheurs venus du Nigeria voisin. C'est dans cette zone que de nombreux civils auraient disparu.

D'après un responsable du syndicat des pêcheurs du lac Tchad, au moins quarante pêcheurs nigériens manquent à l'appel et pourraient avoir péri lors des bombardements, certains en tentant de fuir à travers les eaux du lac. Des témoins évoquent également un lourd bilan humain.

Adamu Haladu, pêcheur originaire de Baga, dans le nord-est du Nigeria, affirme que plusieurs victimes provenaient notamment de Doron Baga ainsi que de l'État de Taraba.

Les habitants expliquent que, malgré l'insécurité persistante, les pêcheurs continuaient à se rendre dans ces zones poissonneuses après avoir versé des taxes imposées par Boko Haram pour obtenir l'autorisation d'y travailler.

Le lac Tchad reste depuis des années l'un des principaux foyers d'instabilité de la région. Les groupes Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) y exploitent la géographie complexe du lac et ses nombreuses îles pour échapper aux opérations militaires. Face à cette menace, les pays riverains avaient mis en place une force multinationale conjointe afin de coordonner leurs offensives contre les jihadistes.

Cependant, cette coopération régionale s'est progressivement affaiblie ces dernières années, notamment après le retrait du Niger de l'alliance militaire en 2025, compliquant davantage la lutte contre les groupes armés.

Pour l'heure, les autorités tchadiennes n'ont publié aucune réaction officielle concernant les accusations faisant état de victimes civiles parmi les pêcheurs nigériens.



# NIGERIA : AU MOINS 72 CIVILS TUÉS APRÈS UNE FRAPPE AÉRIENNE DE L'ARMÉE SUR UN MARCHÉ DE ZAMFARA

Dans le nord-ouest du Nigeria, une nouvelle bavure militaire suscite l'indignation et ravive les inquiétudes autour des opérations aériennes menées contre les groupes armés. Dimanche, une frappe de l'armée nigériane a touché le marché de Tumfa, dans l'État de Zamfara, provoquant un lourd bilan humain parmi les civils.

Selon plusieurs responsables locaux, l'attaque a fait au moins 72 morts, tandis que d'autres témoignages évoquent un nombre de victimes encore plus élevé. Des habitants affirment que plus d'une centaine de personnes pourraient avoir perdu la vie dans cette explosion survenue alors que le marché était bondé. De nombreux blessés ont également été évacués vers les centres de santé de Zurmi et de Shinkafi, où les équipes médicales tentent de prendre en charge les survivants.

Les récits venant de la zone frappée décrivent une scène de chaos. Plusieurs corps auraient été gravement mutilés sous l'effet des explosions, compliquant leur identification. Les habitants parlent d'une attaque soudaine ayant semé la panique parmi les commerçants et les familles présentes sur le marché au moment du bombardement.

L'organisation Amnesty International a rapidement réagi en dénonçant une opération ayant causé la mort "d'au moins 100 civils". L'ONG appelle les autorités nigérianes à ouvrir une enquête indépendante afin de faire la lumière sur les circonstances de cette frappe et d'établir les responsabilités.

L'armée nigériane, de son côté, défend son intervention. Dans un communiqué, elle affirme avoir visé un rassemblement de chefs terroristes et de commandants de groupes armés opérant dans cette région instable du pays.

Les forces armées assurent avoir agi sur la base de renseignements indiquant la présence de figures importantes des réseaux criminels dans le village de Tumfa. Selon les militaires, l'opération a permis de détruire une base utilisée par ces groupes.

La région de Zamfara est depuis plusieurs années le théâtre de violences récurrentes attribuées à des bandes armées connues localement sous le nom de "bandits". Ces groupes sont accusés d'attaques contre les villages, d'enlèvements contre rançon et de pillages à grande échelle. Malgré les opérations militaires répétées, l'insécurité continue de s'étendre dans plusieurs États du nord du Nigeria.

Cette nouvelle tragédie intervient dans un contexte déjà marqué par plusieurs frappes controversées. Le même jour, une autre opération aérienne menée dans l'État du Niger, au centre-nord du pays, aurait également causé la mort d'au moins 13 civils selon des témoins locaux.

Au cours des dernières années, l'armée nigériane a été régulièrement accusée d'erreurs de ciblage lors de ses offensives contre les groupes jihadistes et criminels. En avril dernier déjà, une frappe sur un marché très fréquenté dans l'État de Borno avait fait au moins 56 morts, poussant les autorités à promettre une enquête.

Face à la multiplication de ces incidents, les critiques se renforcent contre la stratégie sécuritaire du gouvernement nigérian. Des organisations de défense des droits humains demandent des mesures urgentes pour mieux protéger les populations civiles prises au piège entre les groupes armés et les opérations militaires.



# FOOTBALL/ PRIX MARC-VIVIEN FOÉ : LE MALIEN MAMADOU SANGARÉ SACRÉ MEILLEUR JOUEUR AFRICAIN DE LIGUE 1

Longtemps resté dans l'ombre des joueurs les plus médiatisés de Ligue 1, Mamadou Sangaré a fini par imposer son nom comme une évidence. Le milieu malien du RC Lens a remporté l'édition 2026 du prix Marc-Vivien Foé, distinction décernée chaque année au meilleur joueur africain du championnat de France. Une consécration logique pour celui qui symbolise à lui seul l'intensité, la générosité et l'ambition du club artésien cette saison.

Avec 313 points récoltés auprès du jury de RFI et France 24, le joueur de 24 ans a largement devancé les Sénégalais Lamine Camara et Moussa Niakhaté, succédant ainsi au Marocain Achraf Hakimi. Une victoire nette qui vient réparer une certaine injustice après son absence remarquée parmi les grands favoris des trophées UNFP.

À Lens, personne ne s'en étonne vraiment. Depuis plusieurs mois, Sangaré est devenu le moteur du collectif lensois. Aligné dans l'entrejeu aux côtés du capitaine Adrien Thomasson, il incarne l'équilibre parfait entre récupération, relance et projection offensive. Ses statistiques (trois buts et quatre passes décisives) ne racontent qu'une petite partie de son influence réelle sur le terrain.

Car l'ancien prodige de Bamako rayonne surtout dans tout ce qui ne se mesure pas toujours : les courses répétées, les ballons grattés, les transitions accélérées, l'intelligence dans le placement. À travers lui, Lens a retrouvé une identité conquérante au point de bousculer le PSG dans la course au titre avant de s'installer durablement à la deuxième place du championnat.

Son entraîneur Pierre Sage voit en lui bien plus qu'un simple récupérateur. Le technicien lensois admire un joueur capable de mettre son talent au service du collectif avec une rare humilité.

Pour lui, Sangaré représente parfaitement l'esprit lensois : un football intense, spectaculaire et profondément solidaire.

Cette ascension impressionnante trouve pourtant ses racines loin des pelouses françaises. À Bamako, le jeune Mamadou était surtout connu sous le surnom de "Gaucher", clin d'œil à la qualité technique exceptionnelle de son pied gauche. Formé entre l'Asac et le Yeelen Olympique, il attire très tôt l'attention des recruteurs du RB Salzburg.

Mais le rêve européen débute dans la difficulté. Arrivé en Autriche en pleine pandémie de Covid-19, il enchaîne les prêts et découvre la rudesse du football européen dans des clubs moins exposés. Liefering, Grazer AK puis Zulte Waregem deviennent autant d'étapes d'apprentissage où il forge son caractère.

Le véritable tournant intervient au TSV Hartberg. Repositionné dans un rôle de double pivot, Sangaré révèle enfin toute l'étendue de son potentiel. Son impact devient immense : il domine les statistiques de récupération en Bundesliga autrichienne comme en Ligue Europa Conférence. Le Rapid Vienne mise alors sur lui avant que Lens ne débourse huit millions d'euros pour l'attirer dans le Nord.

## **Un investissement aujourd'hui largement rentabilisé**

En parallèle, le Malien s'est également imposé chez les Aigles. Après avoir brillé avec les sélections de jeunes et participé à la qualification olympique du Mali, il découvre l'équipe A en 2024. Lors de la CAN 2025, il confirme son importance dans l'entrejeu malien malgré un parcours collectif parfois laborieux.

Son coéquipier Amadou Haidara ne cache d'ailleurs pas son admiration pour celui qu'il considère comme l'un des piliers de la sélection. À seulement 24 ans, Sangaré semble désormais entrer dans une nouvelle dimension.



Et cette progression fulgurante attire forcément les regards. Sous contrat avec Lens jusqu'en 2030, le milieu malien serait déjà suivi de près par plusieurs géants anglais. Manchester United, Liverpool et Chelsea surveilleraient attentivement son évolution et pourraient rapidement passer à l'action.

Pour Lens, conserver son nouveau joyau sera un immense défi. Mais quoi qu'il arrive, Mamadou Sangaré a déjà marqué les esprits. Et désormais, toute l'Europe connaît enfin le nom du "Gaucher".

# Contactez-nous aujourd'hui

## Mian Media

✉ [infos@mianmedia.com](mailto:infos@mianmedia.com) | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



## Suivez-nous sur :



visitez : [www.mianmedia.com](http://www.mianmedia.com)

Mian Media

# Hamaniè

N°099-15/05/2026